



Bundesamt für Aussenwirtschaft
Office fédéral des affaires économiques extérieures
Ufficio federale dell'economia esterna
Uffizi federal da l'economia esteriura

3003 Bern
Bündeshaus Ost

21. Mai 1992

☎ 031 / 61
Fax 031 / 61 23 30

24 03

Ihr Zeichen
Votre signe
Vostra sigla
Voss segn

Unser Zeichen
Notre signe
Nostra sigla
Noss segn

O.123.20 - gjd/waf

an	RED						a/a
Datum:							
Visa							
Ref.						232.00	

1. JUNI 1992

Schweizerische Botschaften in:

Abidjan, Akkra, Algier, Ankara, Athen, Belgrad, Beijing, Bogotà, Bonn, Brasilia, Brüssel, Budapest, Bukarest, Buenos Aires, Canberra, Caracas, Dar es Salaam, Den Haag, Dublin, Guatemala, Harare, Helsinki, Jakarta, Kairo, Kinshasa, Kopenhagen, Kuwait, Lagos, Lissabon, Luxembourg, Madrid, Manila, Mexiko, Moskau, Nairobi, New Delhi, Oslo, Ottawa, Paris, Prag, Riad, Rom, San José, Santiago, Stockholm, Tokyo, Tunis, Warschau, Washington, Wellington, Wien

Schweizerische Missionen in:

Brüssel, Genf, New York, Wien

Schweizerische Delegationen in:

Genf (GATT-EFTA) (2), Paris (OECD)

Kopie an:

- EDA/Direktion für internationale Organisationen
- EDA/DEH (2)
- EDA/Finanz + Wirtschaftsdienst
- EDI/BUWAL
- blf, jek, ari, gir, imb, zos, jag, ram, was, ett, sti, lem, ger, kum, mjj, heb, esh, obr, fer, flu, bea, zie, pel, hae, gjd



38. Sitzung des UNCTAD-Rats

Frau Botschafter, Herr Botschafter,

Wie befürchtet, glitt die UNCTAD nach der erfolgreichen Konferenz von Cartagena (Kolumbien) wieder in die mühsame, sterile Rhetorik zahlreicher Genfer Delegationen zurück, die mangels Instruktionen aus der Hauptstadt, ihre eigene Agenda verfolgen. Besonders grotesk ist dieses Zurückfallen, weil neben der indischen Delegation, es gerade der jugoslawische Vertreter - mit welcher Legitimation auch immer - verstand, die Debatten in alter Sitte zu verzögern und zu stören. Zudem vertraten die U.S.A. eine härtere Linie als in Cartagena, wo die Amerikaner auf die bilateralen Beziehungen mit dem Gastland Rücksicht nehmen mussten und ein Scheitern der UNCTAD VIII vermeiden wollten.

Zu guter Letzt besannen sich die Delegationen jedoch eines besseren: Es gelang ihnen, zu allen anlässlich der UNCTAD VIII geschaffenen Kommissionen¹ und Arbeitsgruppen² Mandate zu verabschieden. Dies ist ein Durchbruch, obwohl die Mandate unserer Ansicht nach noch zu lange und zu wenig präzise sind. Immerhin sollte es der UNCTAD gestatten, nun nach Jahren unfruchtbarer Gespräche nützliche, mehr OECD-ähnliche Arbeit zu verrichten.

Allerdings sind die institutionellen Reformen nicht zu Ende. Zwei Hindernisse sind noch aus dem Weg zu räumen:

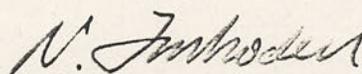
Das erste betrifft den UNCTAD-Rat selbst. Dessen Agenda gleicht weiterhin einem "Weihnachtsbaum", und konkrete Resultate sind an den kommenden Sitzungen leider nicht zu erwarten. Gegensteuer ist indes dank dem schweizerischen Vorschlag gegeben. Der 38. Rat verabschiedete ebenfalls das Mandat zu einem eigentlichen Exekutivrat, der sich ausschliesslich mit "policy"-Fragen befassen und die eigentliche "Knochenarbeit" den unterstellten Organen überlassen sollte. Dieser Exekutivrat wird im Herbst zum erstenmal tagen. Sein Mandat vermag allerdings nicht voll zu befriedigen. Es wird deshalb Sache des ersten Ratspräsidenten, des türkischen Botschafters Gündüz Aktan, sein, dem neuen Organ die ihm zugeordnete leitende Funktion einzuflössen. Sollte dies nicht gelingen, wird die schweizerische Delegation weiterhin dafür kämpfen, dass die Arbeitsmethoden des Rates und dessen Mandat noch einmal angepasst werden.

Das zweite Hindernis betrifft das UNCTAD-Sekretariat und in erster Linie die den Generalsekretär umgebenden Persönlichkeiten. Diese identifizieren sich nicht mit der

-
1. Kommissionen über Rohstoffe, Armutsbekämpfung, wirtschaftliche Zusammenarbeit unter Entwicklungsländern, Dienstleistungen
 2. Arbeitsgruppen über Investitionen und Finanzhilfe, "trade-efficiency", Privatisierung, Handelsausweitung

"neuen UNCTAD". Es bestehen Zweifel, dass der Generalsekretär die nötige Durchsetzungskraft besitzt, hier Remedur zu schaffen und gewisse "Kleinkönige" abzulösen. Der Arbeitsvertrag von Herrn Dadzie wurde nur um ein Jahr verlängert. Ob er weiterhin Generalsekretär bleiben wird, was seinem Wunsch entspräche, hängt nicht zuletzt von seinen Fähigkeiten ab, seinem Team neuen Geist einzuflössen.

Es sei an dieser Stelle schliesslich ausdrücklich Frau Ruth Flint, Botschaftsrat in der schweizerischen Delegation in Genf, für Ihre Arbeit anlässlich des 38. Rates gedankt. Der Dienst für Entwicklungsfragen war praktisch vollständig absorbiert durch die Abstimmungskampagne der Schweiz zu den Bretton Woods-Institutionen und die Vertretung der Interessen "Berns" ruhte weitgehend auf ihren Schultern. Sie finden Ihren Bericht in der Beilage.



N. Imboden

Beilage:

Les positions de plusieurs délégations ont été marquées par un net durcissement par rapport à celles adoptées à Cartagène.² Si l'on peut ainsi, d'une certaine façon, parler d'un "retour à la CNUCED d'avant Cartagène", il est néanmoins évident pour la plupart des délégations que l'évolution du monde politique et économique obligera la CNUCED à se réformer sous peine de périlcliter.

Le Secrétariat s'est cantonné dans la passivité. Il a plutôt cherché, en coulisse et en manoeuvrant certaines délégations, à défendre ses intérêts présents, contre tout changement et tout dynamisme qui l'affecterait inévitablement.

2. Généralités

Le TDB était présidé par le Représentant permanent du Kenya à Genève, l'Ambassadeur Ogada. Son rôle s'est borné à créer un Groupe de travail, le premier jour, et à se faire informer des résultats de son labeur le dernier jour. La tâche a donc été dévolue au Groupe de travail, présidé par l'Ambassadeur Gunnar Lund, Suédois, qui a reçu les applaudissements des délégués lors de sa dernière séance. Celui-ci a rapidement créé deux groupes de rédaction, présidés par l'Ambassadeur Navarrete du Mexique et par Mark Bailey du Canada, qui ont tous deux réalisé un excellent travail. Un accord sur neuf mandats, durant ce TDB, paraissait en effet représenter un but inatteignable, selon la plupart des connaisseurs.

Outre les neuf mandats proprement dits, les paragraphes communs à tous les mandats, concernant la coordination avec d'autres organes subsidiaires ou Organisations internationales, la recommandation de constituer des groupes d'experts, la progressivité des travaux et

-
2. Selon un spécialiste de la CNUCED, le retour à l'atmosphère précédant Cartagena pourrait être décrit de la manière suivante. Les **Américains** auraient conclu un accord avec les **Colombiens** afin que la CNUCED VIII soit un succès, ceci en vue de rehausser l'image de la Colombie dans le monde. Les **Latino-américains** ont contribué à cet effort, les **Africains** et les **Asiatiques** n'ont pu que s'incliner. L'objectif était déjà atteint lors de la cérémonie de clôture de la CNUCED VIII et la délégation américaine a pu aussitôt annoncer ce qu'elle rejetait de l'Engagement de Cartagena. Les Américains veulent transformer la CNUCED et la rendre conforme à leur vision, ainsi qu'on a pu le constater en prenant connaissance de leur projet de mandats pour les organes subsidiaires qu'ils ont fait circuler en vue du TDB. Un souci commun à ces projets de mandats est la concentration des travaux de la CNUCED sur les politiques nationales (des PED) et l'exclusion de toute possibilité même d'analyser la politique économique internationale lorsque celle-ci est du ressort d'autres organisations. S'ils n'y parviennent pas, ils n'hésiteront pas à annoncer qu'ils se retireront de la CNUCED, formellement ou non (ils le disent déjà en privé). D'autre part, les rivalités au sein de l'Administration américaine ne sont pas à négliger: durant ce TDB, le USTR (United States Trade Representative) a joué un rôle très actif et ne s'est peut-être pas autant laissé impressionner par les considérations de politique générale du State Department qu'à Cartagena, où il était moins présent. Cette compétition s'est sentie très clairement dans la négociation du mandat sur les services. En ce qui concerne les **Asiatiques**, notamment les **Indiens**, ils avaient été priés de se faire discrets, au nom du succès de la CNUCED VIII. Ils se sont sentis humiliés à Cartagena et ont pris leur revanche, aidés a contrario par la partie américaine, qui s'est souvent retranchée en deça de l'Engagement de Cartagena. Certains accords verbaux passés dans la "Sunset room" du Palais des Congrès de Cartagena ont été allègrement reniés, et l'influence indienne, notamment, est plus forte que jamais auprès d'un certain nombre de délégués du Groupe des 77 (le délégué de la "Yougoslavie", déjà fort actif à Cartagena en tant que porte-parole du Groupe asiatique, a continué sur sa lancée durant ce TDB et a travaillé de concert avec la représentante de l'Inde).

des discussions, l'assistance technique, ont eux aussi été négociés avec difficulté (cf. annexe 1).

3. La position de la Suisse

La délégation suisse s'était fixée trois priorités en abordant ce TDB: le TDB en réunion directive, les produits de base, "trade-efficiency".

Un texte a été présenté sur chacun de ces trois thèmes. Ceux sur les produits de base (repris partiellement par le G77 et le Canada) et "trade-efficiency" ont été absorbés sans peine dans la négociation générale. Le mandat qui en est issu correspond aux intérêts généraux de la Suisse.

Le troisième texte, qui esquissait un mandat pour les TDB en réunion directive³ a rencontré une opposition presque généralisée de la part des délégations, surtout de celles du Groupe des 77. Selon certains, cette réaction avait été orchestrée par une coterie du Secrétariat, proche du Secrétaire général, qui s'est inquiétée d'une éventuelle restriction de la liberté d'action de ce dernier. Une entente peu enthousiaste a pu être trouvée sur la base de la troisième mouture. Si plusieurs délégations n'ont jamais douté de la nécessité de mettre sur pied un TDB en réunion directive, d'autres ne sont pas convaincues qu'un texte complémentaire au § 67 soit vraiment indispensable, ou jugent qu'une division des compétences entre le TDB traditionnel et le TDB en réunion directive - qui était une des idées-force de la délégation suisse - n'est pas souhaitée. Le texte finalement adopté se trouve en annexe 1.

4. Les mandats

Les tractations autour des projets de mandats ont été difficiles. Le Président avait rédigé des projets sur la base des nombreuses propositions soumises par les délégations et par le Secrétariat. Les résultats obtenus reflètent bien l'utilisation d'un nouveau vocabulaire et de nouveaux centres d'intérêt, bien que les mandats soient trop longs et trop vastes pour être exécutés en deux ou quatre ans. Les membres de chaque organe subsidiaire devront donc s'entendre sur leurs priorités lorsqu'ils se réuniront pour la première fois. Les pays industrialisés et les Latino-américains souhaitent avant tout que les mandats soient à même d'attirer des experts des capitales: il est trop tôt pour savoir si les textes adoptés seront susceptibles de répondre à cette attente.

3. Aux termes du § 67 de l'Engagement de Cartagena, le TDB en réunion directive a pour mission de faciliter la fonction politique - "policy-making" - du TDB, afin de donner une direction plus claire aux travaux de la CNUCED. Il doit se réunir en sessions d'une journée au maximum, au niveau des Représentants permanents à Genève.

Une caractéristique de chaque négociation:

- Commissions permanentes:
 - Produits de base: jusqu'en dernière minute, le délégué de la Côte d'Ivoire et porte-parole du Groupe africain a refusé l'inclusion de l'expression "tendances du marché" dans le texte, ce qui est révélateur des obstacles auxquels se heurtera cette Commission (et des déboires de l'Afrique en cette matière...).
 - Atténuation de la pauvreté: le conflit entre les tenants des politiques nationales et ceux des politiques internationales a été particulièrement aigu et reflète les motivations différenciées trop schématiquement entre le Nord et le Sud.
 - Coopération économique entre pays en développement: le Groupe asiatique a tout essayé pour faire ancrer le concept d'un soutien de la part des pays industrialisés, auquel les USA et le Royaume-Uni (par le biais de la CEE), se sont refusés de façon catégorique, se confinant largement en-deça du texte agréé en Colombie.
 - Services: le USTR en a fait son champ de bataille favori - notamment contre la délégation de l'Inde - ce qui est compréhensible à la vue des projets soumis, qui pour la plupart empiétaient dangereusement sur les compétences du GATT et s'abandonnaient trop au charme des affaires maritimes. Rares étaient ceux qui espéraient parvenir à un résultat négocié. Ce dernier, néanmoins, est satisfaisant pour les pays industrialisés.
- Groupes de travail spéciaux (durée limitée à deux ans) :
 - Investissements et apports financiers: vu les enjeux du sujet, il est remarquable que ce texte ait été l'un des premiers à être finalisés⁴.
 - Efficacité commerciale ("trade-efficiency"): bien que la confrontation Nord-Sud ne se soit pas spécifiquement manifestée autour de ce thème, les points à négocier ont été fréquents et ce sont les USA qui ont créé la surprise en dernière minute, avec une demande d'amendement d'une prudence impressionnante (éviter de toucher aux compétences de "tout accord international").
 - Privatisation: ce texte a été finalisé le premier. Aucune opposition de principes ne s'y est fait jour.
 - Expansion des débouchés commerciaux: conçu, du moins par des pays comme la Suisse, comme un groupe devant permettre aux PED de tirer le meilleur profit de la libéralisation des échanges obtenue par l'Uruguay Round, ce Groupe de travail peut, de par son mandat, jouer un rôle utile - ou sombrer dans l'insignifiance totale.

4. Ce fait est dû, partiellement, au renvoi du problème épineux du traitement de la stratégie internationale de la dette.

- Interaction des investissements et du transfert de technologie: le mandat adopté vise à faire examiner le rôle des différents acteurs dans le transfert de technologies en relation notamment avec des investissements, y compris par la protection de la propriété intellectuelle. Il est dénué de l'ancienne polémique onusienne en la matière et pourrait constituer la base pour le passage au concept plus moderne de la coopération technologique.

5. Divers

- Le Représentant permanent de la Turquie à Genève, l'Ambassadeur Gündüz Aktan, a été élu Président de la 39e Session du TDB.
- L'ordre du jour de la première partie de la 39e session du TDB a enfin été adopté, après de longues tractations typiquement cnuçédiennes. Il ressemble un peu trop à un ordre du jour d'un TDB traditionnel pour être prometteur dans le contexte de la CNUCED VIII.
- L'Albanie est devenue le 132e membre du TDB.
- Les derniers événements en Yougoslavie ont fait l'objet de quelques déclarations sur la succession des Etats, qui reproduisent le contenu d'échanges semblables dans d'autres enceintes internationales (GATT et al.).
- La situation au Centre du commerce international (CCI), sans Directeur exécutif depuis plusieurs mois, a provoqué des déclarations de soutien et d'inquiétude de la part des coordonnateurs du Groupe des 77 et de quelques pays individuels, qui ont insisté sur le lien étroit du CCI avec la CNUCED et le GATT et sur le fait que, selon eux, le CCI était l'organisation d'assistance technique la plus performante existant actuellement.

- Annexes:
1. "Guidelines for the executive sessions of the Board and Terms of reference of subsidiary bodies of the Board" (doc. TD/B(XXXVIII)/Misc.5 du 8 mai 1992)
 2. Ordre du jour de la 1e partie de la 39e session du TDB (dates prévues: 21.9.-2.10.92)